

George Forrest, le « Congolais blanc », ressuscite les mines de cuivre et de cobalt à Kolwezi

Le Katanga est un « scandale géologique », dans le sens où la concentration de cuivre dans le minerai et sa proximité de la surface du sol rendent son exploitation plus aisée et plus rentable que n'importe où ailleurs dans le monde. Pourtant, les guerres et les crises économiques successives qui ont ravagé le Congo ont paralysé l'exploitation de cette richesse depuis dix ans. Et voilà que « le Congolais blanc », George Arthur Forrest, associé au Canadien Kinross et à la Gecamines, ressuscite l'affaire dans ce qui constitue le plus grand investissement au Congo depuis l'indépendance, le 30 juin 1960.

Le projet Kamoto, près de Kolwezi, est découpé en trois phases de réalisation. Il se base sur une joint venture – Kamoto Copper Company (KCC) – qui rassemble, d'une part, Kinross Forrest Ltd (KFL), filiale de la holding Katanga Mining Ltd formée à Toronto par le Groupe George Forrest International

associé au Canadien Kinross, et, d'autre part, la Gecamines (société Générale des Mines et Carrières), société d'Etat congolaise héritière de l'Union Minière du Haut Katanga ; au sommet de son activité, en 1986 (dernière année d'exploitation régulière), la Gecamines produisait 476.000 tonnes de cuivre et 14.500 tonnes de cobalt, principalement à Kolwezi. En 1990, l'effondrement d'une partie de la mine de Kamoto à cause du défaut d'entretien avait fait plonger la production locale à 20.000 tonnes. Ce projet permet de réhabiliter et redémarrer l'exploitation des mines de Kamoto. Il doit amener l'engagement de 6.500 personnes, en priorité des mineurs ayant l'expérience du site, ce qui, avec la sous-traitance, générera un total d'environ 12.000 emplois faisant vivre quelque 240.000 personnes. La production initiale annuelle portera sur 25.000 tonnes de cuivre et 1.000 tonnes de cobalt, ce minerai dont on ne savait que faire dans le passé mais qui est devenu très précieux pour les batteries de téléphones et ordinateurs portables, les alliages utilisés dans l'industrie aéronautique, la chimie, etc. (le principal raffineur mondial de cobalt est l'Américain OMG). Après cinq ans d'exploitation, les installations devraient produire annuellement 150.000 tonnes de cuivre pur et 5.000 tonnes de cobalt pur, ce qui était le niveau antérieur de production. Le projet Kamoto couvre environ 15.400 hectares dans la partie occi-



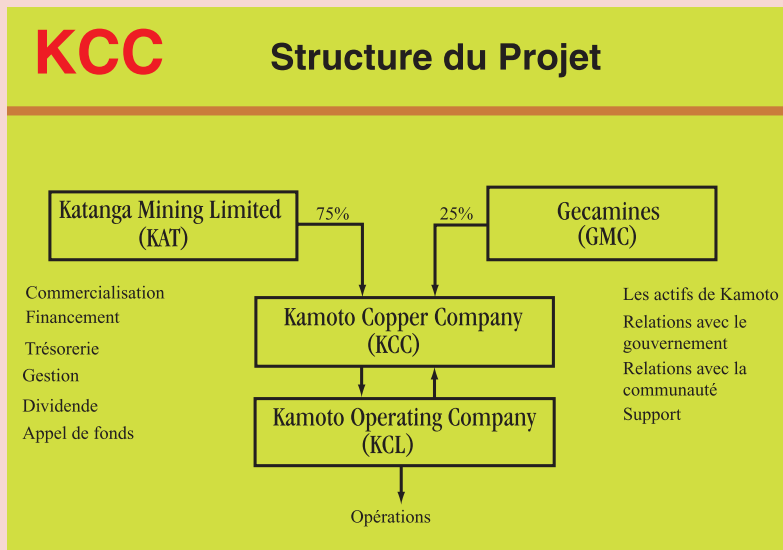
« Si tous ceux qui me critiquent venaient voir sur place ce que j'accrois et en faisaient autant, le Congo se porterait mieux ! ».

© A. Henry de Frahan

dentale de la concession de Kolwezi. Les zones d'exploitation actuellement identifiées couvrent la mine de Kamoto, les dépôts de Dikuluwe, Mashamba Est et Ouest, et Musonoi T17 dont les réserves sont estimées à un total de 92 millions de tonnes. Les installations englobées par la joint venture comprennent les concentrateurs de Kamoto et Dima, l'usine hydro-métallurgique de Luilu, ainsi que les magasins, hangars, lignes de chemin de fer et lignes électriques associés à leur exploitation. Les droits exclusifs concédés à KCC comprennent l'exploration, le développement, l'exploitation minière, l'emploi des ressources nécessaires (y compris l'eau), la construction de toutes les installations requises par le projet, la disposition, le transport et la vente de tous les produits de l'exploitation.

Le plus grand investissement en RDC depuis 1960

Le projet Kamoto va requérir un investissement de 426 millions USD. Avec un petit sourire de satisfaction, George Forrest précise que le business plan avait été établi sur le cours du cuivre en 2002 ; or, ce cours a quadruplé depuis lors pour atteindre 7.000 USD la tonne, ce qui favorise considérablement la levée des fonds sur la bourse de Toronto, spécialisée dans la cotation de sociétés minières ; 152 millions CAN D ont d'ailleurs déjà été aisément obtenus. Ce plan a néanmoins pris en considération des situations potentiellement moins favorables. KCC prévoit d'être bénéficiaire dès la troisième année, donc en 2009. Avec ce partenariat, le Groupe George Forrest poursuit sa politique de développement dans l'économie formelle de la RDC. Au-delà de l'investissement très important qu'il représente, le projet Kamoto a également une valeur symbolique pour le groupe : Kolwezi est en effet le berceau de son implantation au Congo, lorsque

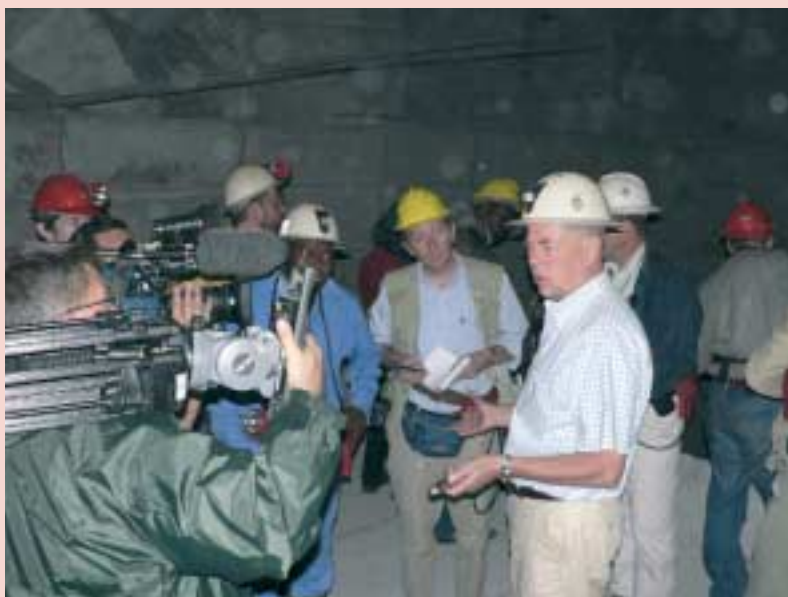


l'Entreprise générale Malta Forrest s'y est implantée en 1922. Dans son discours prononcé le 27 juin au cours de la cérémonie d'inauguration à Kamoto, Paul Fortin, administrateur général de la Gecamines, a répondu aux détracteurs du projet, ONG en tête : le recours par l'Etat à des partenaires privés était devenu incontournable, la Gecamines, ancienne « vache à lait » du Congo, ayant

accumulé une dette de 1,6 milliard USD qu'elle ne pouvait rembourser seule. Le ministre des Mines, Engele Ifoto, a quant à lui applaudi le fait que l'investissement réalisé à Kamoto incarne la renaissance du géant minier congolais : « Avec 150.000 tonnes de cuivre à Kamoto et 400.000 à Fungurume, le Congo aura repris en 2010 sa place parmi les plus grands ».



Une petite partie du site de Kamoto vue d'un Hawker-Siddeley HS 748 Andover de la compagnie ITAB (International Trans Air Business) basée à Lubumbashi et dirigée par José De Mura. © A. Henry de Frahan



L'espoir renaît pour 6.500 mineurs

Le 27 juin 2006, Kamoto Copper Company (KCC) a officiellement pris les rênes de l'exploitation minière de Kamoto. KCC lance ainsi le retour de l'un des plus grands producteurs de cuivre et de cobalt au monde.

Il existe une « mine » de connaissances et d'expérience chez un grand nombre d'anciens salariés de Kamoto. Dans la mesure du possible, KCC entend embaucher prioritairement des travailleurs locaux qui vont recevoir une formation adaptée aux nouveaux équipements mis en œuvre, aux nouvelles normes de sécurité et de respect de l'environnement. C'est la concrétisation de tous les espoirs pour des milliers de mineurs ayant continué d'entretenir les mines sans être payés depuis des années mais se disant que s'ils partaient, ils étaient certains de tout perdre ; au contraire, s'ils continuaient, ils pourraient garder l'espoir

d'être réembauchés le jour où l'exploitation recommencerait. Pari gagné !

Depuis le 1er juillet dernier, 1.250 mineurs touchent de nouveau un salaire mensuel, les tâches prioritaires consistant à remettre le site et les installations en état. Le 27 juin dernier, une première cage d'ascenseur pleine de mineurs au moral gonflé à bloc a été remontée de la mine, sous les applaudissements des autorités et de

Kamoto, 445 mètres sous le niveau du sol. René Nolevaux, administrateur directeur général de Kamoto Operating Ltd (KOL) : « La mine compte 250 km de galeries creusées jusqu'à 1.400 mètres de profondeur et accessibles par les camions et autres engins motorisés. Ici, le minerai contient 4,5% de cuivre et 0,35% de cobalt ».
© Pascale De Maesschalck/GFI

la foule invitées à assister à l'événement. L'un d'eux déclarait même : « C'est nous qui allons reconstruire ce pays. Nous sommes l'avenir du Congo ! ». D'ici 2010, la main d'œuvre passera à environ 6.500.

Les milliers de « creuseurs » individuels – dont beaucoup d'enfants – qui, des années durant, ont survécu en récupérant ce qui était possible dans les terrils, canalisations et autres, et vendaient leur récolte de minerais dans des sacs de 50 kg en jute à des intermédiaires pour 1 ou 2 USD par jour ne seront plus autorisés à travailler dans les limites des zones d'exploitation de KCC mais seront encadrés sur des sites séparés. Leur production sera achetée par KCC pour contrer la fraude. Ce système évitera



*L'usine d'électrolyse à Luilu.
© A. Henry de Frahan*

RD Congo

aux creuseurs d'être chassés sans compensations et d'être exploités au mépris de toute règle sociale. « Le temps de la prolifération d'entités incontrôlées et incontrôlables utilisant des méthodes d'exploitation archaïques et immorales que même nos aïeux n'ont jamais envisagées, ce temps est révolu ! », a martelé George Forrest. Cet avertissement rejoignait celui du ministre des mines selon qui la création d'une véritable industrie métallurgique locale permettra, grâce aux produits finis, de lutter contre la fraude internationale et de fournir ainsi des moyens précieux à la mise en œuvre des principes de bonne gouvernance si cruellement absents.

1 milliard USD pour l'Etat congolais

Pour prix de sa participation à hauteur de 25% du capital sous forme de mise à disposition de ses sites miniers et de ses installations naguère parmi les plus performants d'Afrique (installations à rénover complètement), la Gecamines, société d'Etat, va percevoir des royalties à hauteur de 2% des

Pierre Philippart, ingénieur responsable du site de Luiswishi, exhibe un échantillon de carolite (sulfure de cobalt et de cuivre) et un rare échantillon de carbonate de cobalt : « Le scandale minier du Katanga c'est qu'ici, la teneur en cuivre est de 3 à 4%, alors qu'elle n'est que de 1,5% au Chili, par exemple ».

© A. Henry de Frahan

revenus moins les dépenses liées à la vente et le remboursement de la dette pendant les trois premières années d'opération, puis 1,5% à partir de la quatrième année. La RDC, elle, va percevoir 2% des revenus moins les dépenses liées à la vente, comme précisé à l'article 241 du nouveau Code minier.

Les prévisions sont les suivantes : au cours des trois premières années qui verront l'augmentation de la production, KCC présentera un solde négatif en raison du programme d'investissement et de frais d'exploitation élevés ; de la quatrième à la septième année, KCC remboursera ses emprunts à 8,5% et produira une moyenne annuelle de trésorerie disponible de 61 millions USD ; à partir de la huitième année,



les emprunts ayant été remboursés, la trésorerie moyenne dépendra de la teneur en minerais des mines et des cours du cuivre et du cobalt ; à la vingtième année, le cumul de cash flow net sera d'environ 1 milliard USD.

En plus du partage des recettes et des avantages fiscaux estimés à plus d'un milliard de dollars sur vingt ans au profit de l'Etat congolais, KCC s'engage à œuvrer avec les collectivités locales pour établir des plans autonomes qui assurent l'amélioration à longue échéance des infrastructures et des systèmes d'appui social.

A Kolwezi, où les ravages des guerres passées restent très visibles, la population place d'immenses espoirs dans la reprise de l'exploitation minière par KCC. Le « modèle Forrest » fait rêver...

Plan social

Parallèlement à la remise en route de l'exploitation minière, George Forrest applique une fois de plus sa manière de gérer le monde qui entoure ses entreprises en RDC : il développe un plan social comprenant des écoles et des dispensaires, il favorise l'approvisionnement correct de marchés en



Chefs coutumiers et mineurs accompagnés de leurs épouses ont célébré le 27 juin 2006 comme le jour de la « résurrection » pour Kolwezi, ville où Malta Forrest, père de George, s'est établi en 1922.

© A. Henry de Frahan



GFI, Kinross, Gecamines, pouvoirs congolais à la signature du projet KCC. Le 27 juin 2006 aura marqué l'histoire du Katanga.

© A. Henry de Frahan

le seul nombre de mineurs : c'est toute l'activité économique de la région qui ressuscite lentement.

Respect de l'environnement

Les normes de respect de l'environnement auxquelles s'astreint désormais GFI sont reprises dans un document très épais, joint à ceux de l'accord de reprise signé avec le gouvernement congolais. Autant que possible, KCC s'efforcera de mettre en œuvre des méthodes écologiques éprouvées et même de dépasser les impératifs fixés, fidèle à la volonté d'anticiper sur des normes toujours plus strictes. Dans le cadre de l'étude de faisabilité de KCC, bien des améliorations et des aménagements opérationnels ont été trouvés. Les deux domaines les plus favorables aux améliorations sont la gestion de la mise au rebut des rejets de mines (à ne pas confondre avec les déchets) et

nourriture (son exploitation de 32.000 têtes de bétail, ultérieurement 40.000, dans le nord du Katanga témoigne de ses réelles préoccupations alimentaires), il réhabilite des routes, etc. Dans le cadre de l'étude de faisabilité de KCC, il a été demandé aux chefs de collectivités locales de s'exprimer sur les initiatives de développement qu'ils espéraient voir KCC appuyer. Dans pratiquement tous les cas, ils ont mis en avant les choix déjà opérés par George Forrest. Afin que l'accent social ne soit pas trahi à la longue, le plan d'exploitation et le budget annuel de KCC comporteront des engagements de ressources financières et en nature, ressources consacrées aux priorités définies lors de consultations avec les collectivités locales. D'où la plus haute considération locale dont bénéficie cet enfant

du pays, né à Kolwezi en 1940 et ayant grandi à Lubumbashi. Agacé par certaines ONG et des hommes politiques hostiles en Belgique, il les défie : « Si tous ceux qui me critiquent venaient voir personnellement sur place ce que j'ai accompli et en faisaient autant, le Congo se porterait mieux ! ». Les investissements de George Forrest en RDC bénéficient en effet à un nombre bien plus important de Congolais que



Abdoulaye Yerodia, Vice-Président de la RDC pendant la transition, répond aux questions de Jean-Pierre Martin (RTL-TVI) : « George Forrest a apporté la Pâque aux mineurs de Kolwezi... »
© A. Henry de Frahan

RD Congo

l'épuration des émissions dans l'air : en modifiant les méthodes d'extraction minière souterraine, KCC sera en mesure d'augmenter la quantité de rejets servant au remblayage de galeries déjà exploitées, diminuant ainsi les dépôts et parcs à rejet en surface ; l'amélioration de la qualité de l'air, quant à elle, proviendra de l'installation d'un nouveau dispositif anti-pollution. KCC s'est engagé à trouver d'autres améliorations en cours d'exploitation.

La récupération et le retraitement des milliers de tonnes de ferraille provenant des véhicules et machines déclassés, sans oublier les pneus des énormes engins de chantier, constituera tôt ou tard une préoccupation environnementale incontournable. Il reste aussi à envisager un aspect important : le reboisement des zones dénaturées par l'exploitation minière. Fameux défi !

L'Etat congolais doit réparer le chemin de fer !

GFI accomplit énormément de choses mais ne peut – et ne veut – pas tout faire

à la place de l'Etat congolais qui doit assumer ses obligations. Actuellement, le transport du minerai s'effectue par le chemin de fer jusqu'à Durban, en Afrique du Sud. La société belge Polytra, basée à Anvers, en assure alors le transport par bateau jusqu'en Finlande où il est traité. Le cauchemar logistique et administratif vécu pour acheminer le minerai jusqu'à Durban pourrait suggérer des scénarios de film, qu'il s'agisse des « gratifications » nécessaires pour obtenir tous les documents de transport ou la location des locomotives prévues mais parfois absentes car un autre client a payé davantage pour en disposer, ce qui paralyse des convois entiers pendant des jours, si ce ne sont des semaines... Pour abrégier ces souffrances, il faut que l'Etat congolais, via la SNCC (Société Nationale des Chemins de fer Congolais) et avec l'aide de la Banque mondiale, réhabilite 250 km du remarquable chemin de fer construit à l'époque coloniale, allant de Lubumbashi à la frontière angolaise puis Lobito, port angolais sur l'Atlantique. Au besoin, KCC serait intéressé à y investir en cas de privatisation.



Plan social : l'école secondaire de Kipushi, construite et entièrement financée par le Groupe George Forrest près du gisement de Luiswishi, est un établissement très envié pour sa qualité d'enseignement et le nombre de ses diplômés. 34 professeurs, payés par GFI, et 700 élèves y construisent un savoir précieux pour l'avenir de la RDC.
© A. Henry de Frahan

Le minerai voyage donc de l'Afrique centrale vers le bout de l'hémisphère sud avant de remonter vers le bout de l'hémisphère nord, ce qui constitue une hérésie en termes de consommation d'énergie, d'où le projet suivant de George Forrest : la création d'une usine de traitement métallurgique à Lubumbashi afin de réaliser des produits finis en RDC même, ce qui accroîtra la valeur ajoutée au bénéfice du pays générateur des ressources primaires : en plus du traitement local

Le Groupe George Forrest dispose de ses propres avions d'affaires pour rejoindre ses sites d'exploitation actuellement mal desservis par les lignes régulières.

© A. Henry de Frahan



George Forrest à Télé Matonge : « Je rends leur dignité aux travailleurs en leur donnant un travail ; je diminue la pauvreté en leur permettant de rentrer chez eux avec un salaire ; je permets à leurs femmes de se consacrer à nouveau prioritairement à leur famille et à leur maison ».

© A. Henry de Frahan



du cuivre, le « cake » (concentré de cobalt), désormais traité à Kipushi, cessera de voyager coûteusement en « big bags » à travers la planète. Par ailleurs, cela mettra un terme à une fraude gigantesque : la Chine déclare avoir importé 145.000 tonnes de cobalt congolais en 2005, alors que les chiffres congolais n'en citent que 15.000 tonnes ; quantité fraudée sans profit pour l'Etat congolais : 90% ! Et il ne s'agit que de la Chine...

George Forrest, un vrai « capitaine d'industrie »

Sans idéalisation de mauvais aloi, ses acquis professionnels le prouvent : en famille mais également à lui seul, il a

su investir et faire fructifier le superbe héritage entièrement créé par son père, Malta Forrest. « Je rends leur dignité aux travailleurs en leur donnant un travail, je leur permets de rentrer chez eux avec un salaire, je permets à leurs femmes de se consacrer à nouveau prioritairement à leur famille et à leur maison ». L'homme affirme fièrement la valeur humaine de ses réalisations.

Dans son discours d'inauguration prononcé le 27 juin à Kamoto, il a donné de la voix pour inciter les mineurs à ne plus frauder le produit de leur travail, annonçant la fin des voleurs de tous acabits, chinois et autres, qui exploitent scandaleusement le travail des malheureux et l'exportent en fraude

vers l'étranger, sans profit pour l'Etat. Dans un long discours comme toujours passionné, Abdoulaye Yerodia, Vice-Président de la RDC pendant la transition, a proclamé que George Forrest était « intronisé parmi les divinités katangaises ». Après l'échange de cadeaux commémoratifs entre les principaux protagonistes de l'événement, deux chefs coutumiers ont symboliquement enduit les mains de George Forrest avec du kaolin et lui ont offert des emblèmes initiatiques. « Tu es un enfant du pays et nous te protégerons ! ». A bon entendeur... •

Alain HENRY de FRAHAN
Pour information :
<http://www.forrestgroup.com/fr>

Le gisement de Luiswishi

Ce gisement se trouve dans le polygone Luiswishi-Lukuni, au Katanga dont le sous-sol renferme les gisements de cuivre et de cobalt parmi les plus riches au monde. Le gisement de Luiswishi, s'étend sur environ 1.300 mètres de long, 400 mètres de large et 100 mètres de profondeur. Les anciens travaux de prospection géologique y ont démarré en 1907 et se sont poursuivis par intermittence jusque 1948. L'exploitation, elle, a démarré en 1922 par galeries souterraines et petites carrières pour se limiter aux veines les plus riches, comme ce fut le cas d'une galerie titrant 20% de cuivre et 30% de cobalt. L'exploitation s'est poursuivie jusqu'en 1930 puis successivement de 1936 à 1939, de 1941 à 1944 et finalement de 1945 à 1956. Entre 1956 et 1962, les travaux d'exploitation se sont limités à la reprise des stocks. Des travaux de prospection ont repris entre 1980 et 1983. Le projet Luiswishi – dont le Groupe Forrest détient 60% et la Gecamines

40% – conduira, sur plus de vingt ans, à l'excavation de plus de 11 millions m³. Il est actuellement, à lui seul, la source de plus de 10% de la production mondiale de cobalt et emploie 970 agents dans la mine, le transport et le traitement du minerai, ainsi qu'environ 300 personnes dans les

diverses sous-traitances. L'électrification du village de Kamawa, la construction et la gestion de l'école Mulumba-Lukoji ouverte gratuitement à toute la population de Kipushi, l'appel au transport ferroviaire et la sous-traitance constituent des retombées directes du projet.

